

## FLAMBÉE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES À ANNABA

## La litanie des responsables

**A Annaba, la mercuriale est en folie. Les prix affichés ces derniers jours sur l'ensemble des étalages des fruits et légumes ainsi que les autres denrées alimentaires ont atteint des niveaux rarement égalés.**

Et les ménagères dans tout ça ? Eh bien elles ressortent des différents marchés populaires avec leur couffin presque vide. Même les légumes généralement demandés (carotte, navet, fenouil, oignon, tomate...) sont boudés, cherté oblige.

Les commentaires vont bon train. Les récentes déclarations des responsables du secteur de l'agriculture sont reprises pour être amplement critiquées.

«Patiencez encore, vous aurez prochainement de la pomme de terre à profusion et à un prix largement accessible !» affirmait le ministre de l'Agriculture. Habituees depuis de longues années à ce genre de discours, les mères de famille estiment que «les

promesses n'ont jamais rempli les marmites».

D'autant que les décideurs au plus haut niveau de l'Etat ne font pas le marché pour s'inquiéter sérieusement de cette flambée des prix des denrées alimentaires, des fruits et légumes. Dans leurs bureaux calfeutrés, ils n'ont pas connaissance du retour en force des spéculateurs, profitant du laxisme et de l'absence de la fonction de contrôle», s'accorde-t-on à penser.

Désintéressé et à mille lieues de la chose politique, le commun des consommateurs semble faire passer au second plan l'événement qui se prépare pour le 9 avril. Pour lui, la situation sociale a atteint son paroxysme.



Des prix qui donnent le tournis aux consommateurs.

Selon les uns et les autres, les déclarations du ministre ont été faites : «dans un esprit de dissuader les spéculateurs qui, apparemment, n'en ont cure puisqu'elles ont eu l'effet contraire».

Pour ne citer que la pomme de terre, un légume de très large consommation, celle-ci frise actuellement les 100 dinars, la viande ovine autour de 900 dinars et les œufs entre 13 et 15 dinars l'unité. Les

responsables du ministère de l'Agriculture invoquent les intempéries qui auraient rendu impossibles le ramassage et la cueillette des produits agricoles.

Le citoyen, quant à lui, estime que cet argument ne tient pas la route. L'on en veut pour preuve les pays de l'hémisphère nord où les conditions climatiques sont des plus exécrables, comparées à ceux des pays du sud de la Méditerranée. Et les déclara-

tions du même genre ne manquent pas. A l'exemple de celle ressassée depuis des mois sur des dispositions prises pour stabiliser les prix et juguler la spéculation par un approvisionnement régulier du marché.

A ce titre, on évoque la création à grand tapage médiatique du fameux et néanmoins obsolète Système de régulation des produits agricoles à large consommation (Syrpalac)

et autre soutien aux agriculteurs et éleveurs. Autre «mesure» battue en brèche, les fameux dépôts de stockage dont la réalisation avait été financée par l'Etat pour : «éviter toute rupture de stock et maintenir le prix de la pomme de terre à un niveau raisonnable». Plusieurs mois après, le résultat est là.

Des centaines d'agriculteurs ayant bénéficié de crédits pour la réalisation de chambres froides sont poursuivis pour non-respect de leurs engagements. Ces derniers avancent également la flambée des prix de la pomme de terre de semence et des différents intrants nécessaires à la culture de ce tubercule.

Du côté des multiplicateurs de semences, l'on ne s'explique pas cette flambée des prix de la pomme de terre.

Pour les acteurs de cette filière, les quantités importantes de ce produit agricole entreposées dans les dépôts auraient dû servir à réguler le marché local.

«De gros intérêts sont en jeu. Et quelle que soit l'intervention de l'Etat, elle est vouée à l'échec. C'est au niveau du ministère concerné qu'il faut chercher la faille», dira un des intervenants.

Ali Bouacha

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Les éleveurs de vaches laitières interpellent le ministre de l'Agriculture

Une cinquantaine d'éleveurs de vaches laitières se sont regroupés dans la journée d'hier à la ferme de Sidi-Lahcen (Sidi-Bel-Abbès) pour manifester leur mécontentement suite à la dernière mesure consistant à réduire de 3 DA le prix de vente du litre de lait qui passe de 30 DA à 27 DA.

La décision, qui a été prise à l'unanimité par les responsables des unités privées de production de lait de Sidi-Bel-Abbès, sera appliquée dès ce mois d'avril. Les contestataires disent ne pas saisir les raisons de cette baisse du litre de lait qui les pénalise alors que ce dernier est de bonne qualité et sans aucun ajout, ajoutant que les précipitations enregistrées au cours de cette année ont permis aux pâturages de verdoyer au grand bonheur des éleveurs. Du coup, la production laitière a été plus importante.

Cependant, diront-ils, «nous sommes à quelques mois de l'été et les pâturages ne seront plus aussi généreux, nous serons obligés de nous rabattre, comme par le passé, sur l'aliment de bétail qui coûte extrêmement cher». Ils travailleront à perte, soulignent-ils, malgré la subvention de l'Etat qui a connu une augmentation de 5 DA il y a quelque temps.

Les éleveurs, qui ne décolèrent pas, interpellent le ministère de l'Agriculture pour intercéder en leur faveur et annuler cette décision.

## UN KILOGRAMME DE KIF

## TRAITÉ INTERCEPTÉ

## Deux personnes sous mandat de dépôt

Suite à des informations qui lui sont parvenues, la police de Sidi-Bel-Abbès a arrêté deux personnes en possession de kif traité au niveau du centre-ville.

Le véhicule signalé a fait l'objet d'une surveillance discrète par les éléments de la police avant d'être fouillé.

La police a découvert, sous le siège avant passager 900 g de kif et 63 g sur le chauffeur qui tentait de prendre la fuite. Au total, 1 kg de kif a été saisi. Les deux personnes arrêtées ont été écrouées.

A. M.

## TUBERCULOSE À ORAN

## Une situation toujours inquiétante

**La Direction de la santé publique d'Oran (DSP), selon des données fournies par ses services, dispose pour l'ensemble de la population de la wilaya de pas moins de 18 UCTMR chargées d'assurer le contrôle et le suivi de la tuberculose et des maladies respiratoires.**

Compte tenu de la population, cela signifie qu'il y a un centre pour 144 305 habitants, alors que dans le même temps, il n'existe qu'un seul laboratoire de référence pour diagnostiquer et confirmer les cas de tuberculose.

Des moyens en deçà des normes car, quand on dit 18 UCTMR, cela ne signifie pas automatiquement qu'elles sont toutes dotées des moyens et de l'équipement nécessaire à leur travail de prise en charge de la population.

En effet, l'on apprend ainsi que la situation épidémiologique fait ressortir qu'en 2008, environ 1 510 cas de tuberculose ont été déclarés, et ce qui inquiète, c'est l'augmentation des cas de tuberculose extra-pulmonaire, soit une hausse de 11% par rapport à 2007, et plus grave, avec 14% des cas qui concernent des enfants de moins de 15 ans. Cela fait plusieurs années que la wilaya d'Oran connaît l'incidence la plus élevée des cas de



Depuis quelques années Oran connaît l'incidence la plus élevée de malades.

tuberculose à l'échelle nationale, même si, semble-t-il, cette année, la situation se serait quelque peu améliorée. Une incidence qui serait de 105,76 pour 100 000 habitants, toutes formes de tuberculose confondues, et c'est la commune d'Es-Sénia qui arrive en tête pour cette situation épidémiologique.

Pour le corps médical, ce n'est pas seulement une question de moyens mais l'accès aux soins et leur organisation qui pose problème. Ainsi, les populations résidant dans les douars et les bidonvilles qui cein-

turent la ville d'Oran sont souvent marginalisées.

Le chômage, la misère, la promiscuité, les conditions de vie dégradées, des facteurs qui accroissent la contamination. Et c'est justement ces populations qui ont le plus de difficultés à se rendre au niveau des UCTMR pour une prise en charge.

Une santé de proximité que la récente réorganisation de la carte sanitaire, création des établissements de santé public de proximité, ne semble pas avoir promue.

Fayçal Moulay